

La Guerre d'indépendance des Algériens (1954-1962)

A la mémoire de Charles-Robert Ageron

En 1999, le Parlement français a officiellement adopté la dénomination « guerre d'Algérie » pour désigner les opérations de police et de maintien de l'ordre effectuées sur ce territoire entre le 1^{er} novembre 1954 et le 19 mars 1962, date du cessez-le-feu. La principale dimension de ce vote était symbolique : était en réalité entérinée ainsi une reconnaissance acquise depuis bien longtemps en France où les « événements » furent très vite appelés « guerre ». « Guerre d'Algérie » puisque son terrain militaire était l'Algérie ; « guerre d'Algérie » aussi parce que l'enjeu politique était le maintien de l'Algérie française. Pour les nationalistes algériens en revanche qui poursuivaient un autre but – arracher l'Algérie à la France et promouvoir une Algérie indépendante, voire socialiste et révolutionnaire –, cette guerre fut d'abord « guerre de libération » et « révolution ». Elle reste désignée ainsi aujourd'hui.

L'usage de deux expressions différentes selon le camp concerné n'a rien de spécifique à ce conflit. Ici comme ailleurs, il affiche une opposition, affirmant qu'aucun terrain ne saurait échapper à l'affrontement et, aussi, peut-être, que la guerre peut se gagner sur les plus variés des fronts, très loin parfois du domaine militaire.

Il y eut cependant un affrontement militaire en Algérie entre 1954 et 1962. De ces sept ans et demi de guerre, les populations civiles algériennes ont porté le lourd fardeau. Si les bilans sont sujets à discussion savante et à exagération partisane une fois gravés dans le marbre de l'histoire officielle algérienne, ils n'en laissent pas moins apparaître la rude inégalité de cette guerre en terrain colonial. Le rapport numérique est en effet au minimum de l'ordre de 1 à 11 : 250.000 à 300.000 Algériens sont morts tandis que 23.000 militaires de l'armée française perdaient leur vie en Algérie, auquel il faut ajouter plusieurs milliers de civils européens morts ou disparus. Pour les Algériens, la saignée est de l'ordre de ce que la France avait subi pendant la Première Guerre mondiale. Elle ne saurait cependant dire, à elle seule, la nature de la guerre loin de se réduire aux affrontements armés entre guérilla nationaliste de l'Armée de Libération Nationale (ALN) et armée française.

Quand apparaît, en novembre 1954, une révolte armée et terroriste dans le massif de l'Aurès ainsi qu'en quelques autres points de l'immense territoire algérien (plus de 2380000 km²), les autorités françaises ne prennent pas immédiatement la mesure du danger : le Front de Libération Nationale (FLN), une dissidence du mouvement nationaliste le plus radical, a décidé de passer à l'action armée afin d'arracher l'indépendance du pays aux Français. Les acteurs de cette flambée ne sont pas des nouveaux venus et ils peuvent espérer trouver dans la population algérienne des appuis nés de ce qui fut patiemment semé depuis l'entre-deux-guerres par les différents courants nationalistes algériens à qui la politique française en Algérie avait offert une longue histoire de dépossession et d'abus qu'il leur avait suffi de mettre en musique.

Cependant, en 1954 et 1955, la révolte armée est encore faible et les Français pensent pouvoir la mater par l'envoi de quelques régiments puis de légers renforts, appuyés sur une législation d'urgence. La levée en masse de paysans du nord-Constantinois le 20 août 1955 change radicalement l'étendue du problème. Le meurtre organisé et coordonné de plusieurs dizaines d'Européens et d'Algériens dont la modération politique est ainsi violemment condamnée marque un saut dans la violence et entraîne la France dans une spirale répressive. Les représailles qui suivent sont très brutales et leur bilan dépasse sans doute les 10.000 morts. L'état d'urgence est étendu à l'ensemble du territoire algérien et on commence à rappeler plus massivement le contingent. Un pas supplémentaire est franchi en mars 1956 quand le gouvernement se voit remettre par l'assemblée le droit de gouverner seul pour l'Algérie. En pratique, c'est essentiellement le nouveau ministre-résident, Robert Lacoste, qui est chargé de diriger le pays, tout en étant membre du gouvernement – le fait est nouveau et dit l'importance de la crise. De ces nouveaux pouvoirs, accordés pour six mois et renouvelables, découlent rapidement une politique de répression militaire et policière affirmée, alliée à la mise en œuvre de diverses réformes politiques, sociales et économiques. Ecraser la rébellion militaire, déraciner les réseaux nationalistes et arrimer les habitants d'Algérie à la France par une série d'actions décisives en leur faveur : tel est le triptyque politique qui va peu ou prou dominer la politique algérienne de la France à partir de cette date. Aux actions militaires et politiques classiques s'ajoute un recours très important à la torture : méthode empruntée au registre policier, cette violence devient massivement utilisée par l'armée afin de terroriser la population algérienne et d'obtenir d'elle qu'elle cesse de soutenir le Front de Libération Nationale. L'analyse qui s'impose au sommet de l'armée d'Algérie est alors celle proposée par les doctrinaires de la « guerre contre-révolutionnaire » qui se représentent la lutte contre le FLN à l'image de la guerre d'Indochine et proposent d'opposer à un mouvement décrit comme « révolutionnaire » des méthodes de la même eau.

Le changement de République et l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir ne modifient pas ces grandes orientations. Le plan de Constantine, en particulier, entreprend de modifier radicalement le visage économique et social de l'Algérie par une politique de grands travaux, d'industrialisation, d'amélioration de l'économie agraire et des conditions de vie des Algériens enfin. Le poste de ministre-résident disparaît néanmoins en 1959 pour mieux affirmer un retour à la normale de la situation algérienne qui, à cette époque, en est encore au stade performatif. Cependant est mis alors fin au double mandat du général Salan qui avait succédé à Robert Lacoste et cumulait les pouvoirs militaire et politique en Algérie : sous de Gaulle, le pouvoir politique entend réaffirmer son contrôle de la situation tout en donnant à l'armée la mission d'étouffer définitivement l'ALN. La construction de barrages électrifiés aux frontières marocaine et tunisienne et le déroulement d'un plan stratégique d'ampleur visant à écraser méthodiquement les compagnies (katibas) de l'ALN portent leurs fruits : sans être jamais anéantie, la force militaire des nationalistes algériens est extrêmement fragilisée. Les groupes qui n'arrivent que difficilement à s'approvisionner en armes et en munitions, doivent se scinder en petites unités pour pouvoir survivre dans un territoire que les Français savent leur rendre de plus en plus hostile. Les divisions internes à l'ALN participent aussi à cette dynamique de destruction qui permet de déplacer efficacement l'affrontement sur le terrain politique et diplomatique. Après plusieurs signes du général de Gaulle en faveur d'une discussion avec les combattants armés des maquis (« la paix des braves » à laquelle

le dernier président du Conseil de la IV^e République appelle à l'automne 1958) puis d'une ouverture de négociations sur l'avenir de l'Algérie (discours sur l'autodétermination le 16 septembre 1959), la guerre entre dans sa phase finale. En l'absence d'une troisième voie possible ou même d'un partenaire pour discuter dans ce sens, le pouvoir français entame les discussions avec les représentants autoproclamés du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Plusieurs sessions sont nécessaires pour faire tomber les obstacles et, en particulier, pour amener la France à renoncer au Sahara qu'elle tente un temps de maintenir à l'écart des discussions. Le sort des Français d'Algérie est aussi encadré et garanti par les accords signés à Evian le 18 mars 1962.

Mais le cessez-le-feu ne met pas fin à la violence. Renforcée par l'échec du putsch organisé par plusieurs généraux, dont deux anciens commandants en chef en Algérie, en avril 1961, le groupe terroriste Organisation Armée Secrète (OAS) entreprend alors une action de terre brûlée en Algérie : il s'agit de semer la terreur en tuant militaires français et civils algériens afin de réveiller les brandons d'une lutte à peine éteinte. Il s'agit aussi, dans une fuite en avant redoutable, de terroriser la population des Français d'Algérie en la réduisant au départ précipité pour la France. Prévaut alors l'idée de rendre l'Algérie aux Algériens dans la situation de 1830 ; à cette fin, des équipements comme la bibliothèque d'Alger sont réduits en cendres et des assassinats ciblés perpétrés y compris contre des civils français.

Dans ce contexte, les Français de métropole ratifient les accords d'Evian à près de 91% des suffrages. Les habitants d'Algérie attendront, eux, trois mois supplémentaires pour se prononcer à 99,72% pour l'indépendance du pays, officiellement proclamée dans la foulée et célébrée le 5 juillet, date anniversaire de la prise d'Alger par les Français en 1830.

Derrière cet unanimisme, d'évidence peut-être au terme de près de huit années de guerre et plus de 130 ans de présence française en Algérie, la réalité de l'engagement des Algériens pour l'indépendance de leur pays est beaucoup plus complexe. Au discours qui prévaut encore aujourd'hui en Algérie affichant un peuple uni derrière le FLN à l'exception de traîtres rapidement catégorisés comme « harkis », les historiens doivent opposer une vision nuancée qui rende mieux justice de la complexité de la vie en Algérie sous les Français. C'est en effet en comprenant comment vivaient les habitants de ce pays, comment ils étaient considérés mais aussi comment ils envisageaient leur propre identité, qu'on peut mieux saisir pourquoi, dans la nuit de la Toussaint 1954, certains d'entre eux décidèrent de prendre les armes et de proclamer qu'une nation algérienne existait et qu'il fallait se battre pour sa reconnaissance et sa liberté. Ce postulat initial est lui-même fruit de l'histoire et beaucoup d'autres avant les maquisards des années 1950 ont contribué à le construire, au moins depuis le début du 20^e siècle. Est-il admis par tous en 1954 ? Certainement pas. Et pourtant l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne est bien aussi l'histoire d'un principe national qui s'impose comme une évidence à tous. L'indépendance elle-même doit cependant en être distinguée. S'engager pour la reconnaissance d'une personnalité algérienne, voire arabo-musulmane, n'implique pas en effet une nécessaire rupture avec la France. La gamme des possibles est très large en 1954. La diversité des attitudes l'est aussi tout au long de la guerre, malgré un net rétrécissement des options.

Issu d'une dissidence du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), le Front de Libération Nationale a, en effet, progressivement réussi à unir autour de lui d'autres mouvements se proclamant solidaires de son combat ou souhaitant œuvrer, à leur manière, à la marche vers l'indépendance. Le FLN imposa son magistère sur l'ensemble de ces bonnes volontés qui, de collectivement organisées, durent se fondre individuellement dans le « Front ». Ainsi communistes algériens mais surtout oulémas ou réformistes de l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien) durent faire allégeance au FLN sans mentionner leur appartenance précédente. Les organisations acceptèrent cette dissolution et cette négation de leur rôle pour la lutte présente, pavant ainsi la voie à un oubli plus organisé de leur place dans le mouvement national depuis des décennies.

Alors que ce ralliement est acquis au printemps 1956, le FLN travaille à renforcer son organisation clandestine. Les militants nationalistes appartiennent à des cellules, dont le cloisonnement est assuré avec soin. Aux côtés des responsables militaires ou opérationnels, des responsables politiques se chargent d'éduquer les militants tout autant que la population avec laquelle ils sont en contact. Une pression financière est exercée sur les Algériens tant pour financer les activités du Front, selon une logique de répartition, que pour asseoir la domination d'un nouvel ordre politique dans lequel la liberté de cotiser est quasiment inexistante. Dans le but de remplacer l'administration française à terme et de se substituer à elle dans une logique de guerre révolutionnaire, le FLN se charge aussi des aspects juridiques de la vie des Algériens, des déclarations d'état civil à l'exécution des peines.

Cette structure qui se pense comme un Etat d'attente et de substitution tout autant que comme le cadre d'une mobilisation collective existe aussi bien en Algérie qu'en France métropolitaine. En effet, alors que les migrations d'Algériens ont considérablement augmenté après la Deuxième Guerre mondiale et connaissent une nouvelle augmentation pendant la guerre elle-même, la communauté algérienne en France est l'objet d'une attention soutenue du FLN comme des pouvoirs de police français. Alors que le cadre légal et le statut de citoyens français de ces migrants interdisent théoriquement à la police de les discriminer, des brigades spécialisées sont mises en place là où le nombre d'Algériens inquiète et des politiques répressives reposant essentiellement sur le faciès et le lieu d'habitation sont menées. Si la police française ne tire plus sur des manifestants français, elle le fait encore sur des Algériens, pendant la guerre comme avant d'ailleurs. Un véritable saut est néanmoins réalisé le 17 octobre 1961 quand la répression policière d'une manifestation interdite fait plusieurs dizaines de morts à Paris et dans sa banlieue. Par cette sortie massive d'Algériens endimanchés, marchant paisiblement dans les endroits les plus fréquentés de Paris et convergeant depuis plusieurs points de banlieue dans ce but, le FLN entend boycotter le couvre-feu imposé par le préfet de police de Paris quelque temps auparavant. Cette forme de résistance passive, dans un contexte de grande tension entre nationalistes algériens et policiers parisiens, se solde par un déchaînement policier, extraordinaire dans sa concentration plus que dans ses modalités. Pour le FLN, elle signe, par le sang versé, la participation de la communauté migrante à la lutte d'indépendance. En réalité, cependant, le rôle assigné à cette communauté est foncièrement différent : il s'agit pour elle de financer la lutte. Afin de préserver une tranquille collecte des fonds, voire une organisation de réseaux d'approvisionnement d'armes ou de caches de personnalités recherchées, le FLN choisit de limiter ses actions

offensives et violentes contre les Français au terrain algérien. En revanche, la violence est bien réelle et meurtrière vis-à-vis de l'autre groupe nationaliste présent chez les migrants algériens, le MNA (Mouvement National Algérien). Issu lui aussi du MTLD, mais resté fidèle au chef de ce parti, Messali Hadj, le fondateur historique de l'Etoile Nord Africaine, le MNA n'a jamais accepté de se rallier au FLN. Fort de son ancrage ancien dans la communauté migrante, il constitue jusqu'à la fin de la guerre une opposition tenace à l'influence du FLN, en particulier dans le Nord-Pas-de-Calais. Les affrontements fratricides entre les deux mouvements sont la cause de la quasi-totalité des morts de la guerre sur le sol métropolitain : près de 4000 personnes tuées lors d'assassinats ciblés ou de mitraillages de cafés servant de points de rencontre aux membres de l'autre camp.

En Algérie aussi, MNA et FLN s'opposent. Néanmoins, sur le terrain politique, le FLN l'emporte et, à Alger en particulier, s'impose sans partage. Les messalistes, nom que l'on donne aux membres du MNA, tentent cependant une opposition militaire en organisant aussi des maquis. Localement la guerre devient ainsi une guerre à trois termes : forces françaises, maquis messalistes et maquis ALN/FLN. Pourtant, rapidement, l'armée française trouve les moyens d'exploiter cette division et, en armant les maquis messalistes, les utilise dans son sens, fournissant également ainsi un argument de propagande de choix au FLN dans sa lutte contre les frères ennemis. Jamais pour autant les messalistes ne constituent un vrai danger à l'échelle de l'ensemble de l'Algérie. Pour autant, l'opposition entre les deux mouvements conduit à des épisodes particulièrement sanglants notamment lorsque des communautés villageoises entières sont tuées pour avoir affiché des préférences messalistes.

De cet usage terrorisant de la violence, le FLN use à de nombreuses reprises non pas tant à destination des Français qu'à destination des Algériens eux-mêmes. Il s'agit bien de convaincre la population d'adopter les thèses du FLN et le recours à la peur peut cohabiter ici avec une entreprise de conviction plus classique par le biais de commissaires politiques et de campagnes de propagande. Affolés par ces menaces, pris en tenailles entre les exigences des nationalistes et celles de l'armée française, obligés d'ouvrir leurs portes aux premiers la nuit quand les autres fouillent leurs maisons le jour, des villageois algériens choisirent de se placer plus franchement sous la protection de l'armée française. Celle-ci les arma parfois ; leur garantit sa protection plus souvent. Plus systématiquement, l'armée française organisa des déplacements massifs de population visant à priver le FLN/ALN de son soutien populaire et à mieux contrôler les Algériens. Ainsi près d'un quart de la population algérienne est, à la fin de la guerre, installée dans les campements provisoires ayant accompagné cette politique dite de regroupement.

Mais les divisions n'épargnent pas le FLN/ALN lui-même. Tantôt manipulée par les services de renseignement français, tantôt née des conditions extrêmes de vie au maquis, la peur de la trahison peut prendre l'aspect de purges dans certaines des wilayas de l'ALN. En dépit de la dimension collégiale de la direction des wilayas, les personnalités de chefs au comportement paranoïaque conduisent à la mort certains de leurs meilleurs adjoints, privant ainsi durablement ces maquis d'une infrastructure solide et ôtant sans doute à l'Algérie indépendante certaines de ses étoiles montantes.

De ces purges dont l'armée française se félicite, on sait encore trop peu de choses. Elles sont sans doute un miroir grossissant dirigé vers la vie au maquis et les tensions inhérentes à une vie clandestine devenue de plus en plus difficile à mesure des succès français. Elles permettent de saisir certaines des composantes de cette vie mais l'ordinaire

du maquis, lui, échappe encore. L'Armée de Libération Nationale n'était pas unie et homogène. En dépit d'un souci notable de cohérence et de verticalité dans le commandement, les logiques régionales y sont extrêmement fortes et, en deçà, le poids des structures locales également. Sans même poser la question du nombre de combattants – définitivement impossible à établir –, il est difficile aujourd'hui de connaître cette histoire. Les maquis sont le fer de lance de la lutte armée : ils en sont le déclencheur. Il n'est pas faux de considérer qu'ils bouleversent la donne de l'Algérie française en entamant cette opposition sanglante, définitive, radicale. Et pourtant, la guerre n'est pas gagnée dans les maquis. Elle y est même, en un sens, perdue : les maquis ne sont pas éliminés et la menace demeure dans l'Algérie française jusqu'en 1962. Pourtant les maquis ne sont plus un réel danger pour l'armée française qui les a écrasés de sa puissance de feu, de ses armements modernes (on pense en particulier à l'usage décisif de l'hélicoptère), de son nombre, notamment posté aux frontières pour empêcher toute sortie d'hommes et surtout toute entrée d'hommes ou d'armes. La guerre est menée plus efficacement ailleurs : sur le plan politique et en sortant du cadre bilatéral avec la France, à l'ONU notamment. Les nationalistes algériens du FLN – mais le MNA fait de même quand il en a les moyens – apprennent les leviers sur lesquels jouer pour faire fléchir la France. Ils en usent avec brio et savent également utiliser les qualités de chacun à bon escient dans cet autre champ de bataille. Les modérés de l'UDMA ralliés en 1956 sont en particulier bien utiles dans les négociations et dans les représentations internationales. Pour autant une approche plus nuancée des processus de décision pourrait être encore tentée, éclairant par la biographie des hommes mais aussi par une connaissance fine de leurs réseaux les facettes de leurs actions. Certains des aspects les plus violents de cette guerre hors de l'Algérie doivent aussi être encore étudiés. Bien souvent intimement liés à la manière dont certains hommes ont pris le pouvoir sur d'autres et construit ainsi leur légitimité dans l'Algérie indépendante, ces épisodes de la guerre sont particulièrement difficiles à explorer.

D'autres dimensions sont peut-être moins ardues, moins risquées aussi. Ainsi de l'histoire des relations entre les Algériens et les métropolitains et, plus largement, de l'histoire de la guerre vue de France. Inscrite dans la continuité d'une histoire de la migration algérienne en France dès le début du siècle et surtout dans l'entre-deux-guerres, la manière dont les Algériens se sont installés à une place tout à fait spécifique dans le paysage social et imaginaire français pourrait être mise en relation avec les modalités de la guerre en France. Comment comprendre sinon le peu d'échos et le peu d'émotions soulevées par les dizaines de morts du 17 octobre 1961, en plein Paris ? Comment comprendre, inversement, que certains Français tout à fait étrangers à l'Algérie puissent choisir d'aider le FLN, de cacher des armes pour lui ? Comment, plus largement, apprécier le silence des parents face au départ de leurs fils en Algérie ? Ces questions entremêlent Français et Algériens à l'image de ce qu'est la réalité officielle de l'époque : l'Algérie c'est la France et tous les habitants de son territoire sont appelés Français. Certains sont plutôt désignés comme « Français musulmans » mais il n'en demeure pas moins que la fiction juridique de départements français traversés par la Méditerranée veut exister. A mesure que la guerre s'installe d'ailleurs, les politiques publiques s'attachent avec un acharnement inédit à maintenir et à renforcer cette fiction. S'interroger sur les Algériens dans cette guerre vise à questionner cette évidence d'alors en allant voir du côté des acteurs eux-mêmes. Comment envisagent-ils leur avenir avec la France et les Français ? Comment

vivent-ils la guerre pour l'indépendance de ce pays que les nationalistes disent être le leur ? Comment prennent-ils part à ce mouvement politique et militaire ? Comment enfin, peut-être, deviennent-ils Algériens ?

Parler de la « guerre d'indépendance des Algériens », c'est considérer les acteurs historiques au nom de qui la guerre est menée. Les lecteurs trouveront dans ce livre la confirmation qu'ils ne sont pas un groupe homogène, ni socialement, ni politiquement, ni culturellement. Ils verront aussi à quel point la guerre a tendance à réduire la réalité à une opposition binaire, intimant à chacun de choisir son camp. Ainsi la position des personnes « entre deux » est-elle devenue de plus en plus intenable, insupportable même et scandaleuse aux yeux de certains (FLN ou OAS) qui n'hésitèrent pas à assassiner ces passeurs, témoins d'une autre relation possible entre Français et Algériens.

Pris dans cette dynamique inévitable de la guerre, qui polarise les camps et durcit les oppositions, comment les individus vivent-ils le passage d'une Algérie française à une Algérie indépendante ? Comment tentent-ils de s'accommoder des mutations rapides et brutales auxquelles ils sont confrontés ? Comment leurs identités mêmes, multiples par nature, sont-elles reformulées ? Constituent-elles des ressources pour s'adapter au contexte et, en particulier, à sa violence ? En tentant d'adopter le point de vue des Algériens, de saisir la guerre au ras du sol, les auteurs de ce livre posent la question de la capacité d'agir de ces hommes et femmes au nom desquels on parle beaucoup pendant la guerre sans chercher pour autant à les comprendre.

Raphaëlle Branche